Jürgen W. Falter
Jürgen R. Winkler

LA « RÉSISTIBLE ASCENSION » DE L'EXTRÊME DROITE EN ALLEMAGNE*

Lorsqu'il est manifeste, l'extrémisme de droite peut se traduire par des phénomènes aussi différents que la violence contre les demandeurs d'asile, l'affichage d'opinions xénophobes ou le vote en faveur de partis d'extrême droite. De fait, ces trois formes d'extrémisme de droite ont profité à différentes reprises, en Allemagne, d'une conjoncture relativement favorable. Il est vrai qu'il ne s'agissait chaque fois que d'événements passagers. Après un réveil temporaire, les agressions contre les étrangers et les demandeurs d'asile, les graffitis et les profanations de sépultures à caractère antisémite, de même que les succès électoraux des partis d'extrême droite revenaient toujours à un niveau normal (bas par rapport au reste de l'Europe).

En ce qui concerne les succès électoraux de ces partis, la République fédérale se situait et se situe encore plutôt en dessous de la moyenne européenne. En France, en Italie, en Belgique, au Danemark, et même dans des pays qui se veulent particulièrement démocratiques et immunisés contre les radicalismes en tous genres, à savoir les Pays-Bas ou la Suisse, on voit toujours surgir, au moment des élections, des partis relativement importants situés à l'extrême droite de l'échiquier politique. Dans certains de ces pays, de tels partis ont même obtenu un nombre de voix bien plus élevé que l'ensemble des groupements d'extrême droite en Allemagne. Ce n'est que lors d'élections de moindre importance et bénéficiant par conséquent d'une participation plus faible – comme les élections européennes ou régionales – que les partis d'extrême droite allemands ont connu un peu plus de succès. Toutefois, même là, ils n'ont

* Traduit de l'allemand par Élisabeth Guillot.

jamais remporté jusqu'à présent, si l'on excepte deux cas régionaux particuliers (Bade-Wurtemberg et Saxe-Anhalt), plus de 10 % des suffrages exprimés.

La naissance de la République fédérale a certes marqué une rupture avec le passé national-socialiste. Cependant, des orientations nationales-allemandes (*deutschnational*), nationales-conservatrices (*nationalkonservativ*) et antisémites, ainsi qu'autoritaires et antidémocratiques, ont survécu dans des proportions variables. On peut certes poser, avec Erwin Scheuch et Hans Dieter Klingemann [1], que ce type pathologique de structure de la personnalité se retrouve – selon l'intensité du changement social, des crises économiques et des traditions culturelles – dans toutes les sociétés industrielles occidentales, mais les études sur le sujet admettent unanimement que de telles opinions

étaient plus répandues en Allemagne, au lendemain de la guerre, que dans d'autres démocraties occidentales [2].

Selon Richard Stöss, depuis que la République fédérale a été constituée, des idées de ce genre ont trouvé leur expression politique dans plus de quarante partis nationaux-conservateurs et d'extrême droite [3]. Mais, comme seul un petit nombre de ces partis ont recruté suffisamment d'adhérents, la plupart ne se sont maintenus que peu de temps sur la scène politique. Six partis d'extrême droite, qui peuvent être rangés dans trois phases différentes [4], ont été présents sur l'échiquier politique pendant une période relativement longue ou ont été responsables, en raison de leurs brefs succès électoraux aux élections régionales, d'une agitation considérable. Il s'agit, dans l'ère Adenauer, de la Deutsche Gemeinschaft (DG), du Deutsche Reichspartei (DRP) et du Sozialistische Reichspartei (SRP), du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD) sous la Grande Coalition (alliance du SPD et de la CDU-CSU entre 1966

---

1. Cf. Erwin K. Scheuch et Hans Dieter Klingemann, « Theorie des Rechtsradikalismus in westlichen Industriegesellschaften », *Hamburger Jahrbuch für Wirtschafts-und Sozialpolitik*, n° 12, 1967, p. 11-29.

2. Cf. Gabriel A. Almond et Sidney Verba, *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

3. Cf. Richard Stöss, *Die extreme Rechte in der Bundesrepublik. Entwicklung, Ursachen, Gegenmaßnahmen*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1989.

4. Cf. Ekkart Zimmermann et Thomas Saalfeld, « The Three Waves of West German Right-Wing Extremism » *in* Peter H. Merkl et Leonard Weinberg (éd.), *Encounters with the Contemporary Radical Right*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 50-74 ; et Jürgen R. Winkler, « Die Wählerschaft der rechtsextremen Parteien in der Bundesrepublik Deutschland 1949-1993 », *in* Wolfgang Kowalsky et Wolfgang Schroeder (éd.), *Rechtsextremismus. Einführung und Forschungsbilanz*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1994, p. 69-88.

et 1969), et enfin, actuellement, de la Deutsche Volksunion (DVU) et des Republikaner (REP). Aucun de ces partis n'a cependant réussi ne serait-ce qu'à approcher les succès électoraux remportés par le NSDAP pendant le dernier tiers de la République de Weimar[5].

Les Séquelles de l'Ordre Ancien

Dès la phase de création de la République fédérale, plusieurs associations et partis nationaux-allemands et de la droite extrémiste se sont constitués, le plus souvent par régions[6]. Ils se référaient au mythe du Reich ainsi qu'à des traditions désuètes de caractère *völkisch* (dérivées d'un nationalisme fondé sur la race et, partant, antisémite) et autoritaire, ils rejetaient la démocratie socio-libérale en train de naître et agissaient contre la politique d'occupation des Alliés. Avec le Deutsche Rechtspartei et la Wirtschaftliche Aufbauvereinigung (WAV), deux de ces partis firent leur entrée au premier Bundestag. La WAV obtint son meilleur score en Bavière avec 14,4 % des voix et le Deutsche Rechtspartei atteignit 8,1 % en Basse-Saxe. On a montré que les petits partis de droite tendaient à obtenir un nombre de suffrages généralement au-dessus de la moyenne principalement là où, en juillet 1932, le DNVP ou le NSDAP l'avaient emporté[7].

Après l'abandon de la politique alliée des licences (accordées par les occupants pour autoriser la formation des partis politiques), au début de l'année 1950, d'autres partis d'extrême droite se constituèrent : la Sozialistische Reichspartei (SRP), le Deutsche Reichspartei (DRP), la Deutsche Gemeinschaft (DG), et le Block der Heimatvertriebenen und Entrechteten (BHE). Lors des législatives régionales qui succédèrent en 1949 aux législatives fédérales, ils obtinrent des résultats parfois remarquables. Ainsi, la DG nationale-conservatrice obtint dans le Bade-Wurtemberg 14,7 % des voix. En tant qu'organisation d'intérêts des réfugiés, le BHE réalisa, au début des années 1950, aux législatives régionales auxquelles il se présenta, une moyenne de 12 % des voix.

---

5. Cf. Jürgen W. Falter, *Hitlers Wähler*, Munich, Beck, 1991.

6. Cf. Otto Büsch et Peter Furth, *Rechtsradikalismus im Nachkriegsdeutschland. Studien über die Sozialistische Reichspartei (SRP)*, Berlin-Villingen, Ring Verlag, 1957 ; Peter Dudek et Hans-Gerd Jaschke, *Entstehung und Entwicklung des Rechtsextremismus in der Bundesrepublik. Zur Tradition einer besonderen politischen Kultur*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1984 ; Richard Stöss, *op. cit. ;* et Kurt P. Tauber, *Beyond Eagle and Swastika. German Nationalism Since 1945* (2 vol.), Middletown, Wesleyan University Press, 1967.

7. Cf. Jürgen W. Falter, *op. cit.*

Avec un score de 23,5 % aux législatives du Schleswig-Holstein, en 1950, ce parti remporta un succès grandiose et inespéré.

A la différence de la DG et du BHE, le SRP se réclamait ouvertement, tant sur le plan personnel que sur le plan idéologique et programmatique, de la tradition du national-socialisme[8]. Il se voulait un parti d'opposition nationale et entendait rétablir le Reich allemand comme « troisième force » entre l'Est et l'Ouest. En tant que représentant d'un socialisme allemand au-delà du libéralisme et du marxisme, il rejetait l'État partisan nouvellement constitué au même titre que le pluralisme. A la suite de succès isolés à l'échelon communal, il se retrouva sous les projecteurs en faisant son entrée, en 1951, aux parlements régionaux de Brême et de Basse-Saxe avec respectivement 7,7 % et 11 % des voix. Lui aussi réalisa ses meilleurs scores surtout là où, entre 1930

et 1933, les succès du NSDAP avaient dépassé la moyenne nationale.

Conditions de succès et base sociale

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et, surtout, de la naissance de la République fédérale, l'immense majorité des Allemands rompit avec le passé national-socialiste, à commencer par l'élite politique. Mais d'anciennes attitudes et traditions politiques continuaient d'être à l'œuvre. L'idéologie d'extrême droite et allemande-conservatrice était encore répandue dans certaines franges de la population ainsi que dans de nombreuses associations et les premiers succès électoraux des partis d'extrême droite et nationaux-conservateurs furent d'abord considérés comme des « séquelles de l'ordre ancien ». Ils étaient favorisés par les problèmes sociaux et économiques, qui allaient de pair avec la partition de l'Allemagne, les suites de la dictature nazie et de la Seconde Guerre mondiale, et les transformations sociales et politiques du système politique[9]. Mais, surtout, les problèmes liés aux suites de la guerre, auxquels la jeune République était confrontée, étaient énormes : plus de 10 millions de réfugiés et de personnes déplacées devaient être soignés, logés et intégrés dans la société ; auxquels s'ajoutaient environ 6 millions de personnes victimes des bombardements, 1,5 million de prisonniers de guerre qui retournaient chez eux après une longue absence, un nombre aussi grand d'orphelins de guerre ainsi qu'un taux de chômage qui avoisinait les 11 %. Par conséquent, les frustrations sociales, économiques

8. Cf. Otto Büsch et Peter Furth, *op. cit.* ; Peter Dudek et Hans-Gerd Jaschke, *op. cit.*
9. Cf. Peter Dudek et Hans-Gerd Jaschke, *op. cit.* ; Richard Stöss, *op. cit.*

et politiques étaient aussi répandues dans la société que les personnes étaient dépourvues de normes libérales-démocrates bien enracinées, à telle enseigne que, par rapport aux années suivantes, les organisations nationales-conservatrices et d'extrême droite rencontrèrent alors des conditions relativement favorables.

Durant la première décennie de la République fédérale, les tenants de l'opposition radicale étaient en premier lieu d'anciens membres du Deutschkonservativen Partei ou du NSDAP qui, avec la chute du IIIe Reich, avaient perdu leurs privilèges. Les partis d'extrême droite de la première vague séduisaient principalement d'anciens nationaux-socialistes rejetant le système politique de la RFA et remportèrent leurs plus grands succès surtout dans les régions rurales et agricoles d'Allemagne du Nord. Ils obtenaient une très large audience parmi les protestants âgés de 20 à 40 ans, les agriculteurs et les ouvriers, les personnes déplacées ou de retour chez elles après une longue absence. En revanche, les petits partis d'orientation plutôt nationale-conservatrice rassemblaient surtout d'anciens adhérents du DNVP mécontents de la politique du gouvernement Adenauer.

Interdiction

Sous la République de Weimar, le NSDAP s'était présenté aux élections avec l'intention de renverser la démocratie. Pour empêcher qu'une chose semblable ne se reproduisît, la nouvelle élite politique institua le principe de la démocratie en état de défense. Les partis et associations ayant pour but de porter atteinte à l'ordre fondamental démocratique, ou de le renverser, devaient en être empêchés par des moyens légaux. C'est pourquoi les pères de la constitution inscrivirent dans la Loi fondamentale la possibilité de l'interdiction des partis par la Cour constitutionnelle fédérale. A la fin de l'année 1951, le gouvernement Adenauer déposa pour la première fois une demande d'interdiction – dirigée contre le SRP – à Karlsruhe (siège de la Cour constitutionnelle fédérale). En octobre 1952, la Cour de Karlsruhe déclara ce parti anticonstitutionnel. Le SRP fut dissous en tant qu'organisation héritière du NSDAP et perdit par là même ses mandats parlementaires. Bien que différents partis d'extrême droite eussent été liés – sur un plan personnel ou idéologique – au SRP, il n'y eut plus, au cours des années suivantes, de demande d'interdiction, et ce pour des motifs d'opportunité politique. Cela est également vrai pour les partis héritiers du KPD (Parti communiste allemand) qui fut lui aussi interdit, en 1956, par la Cour constitutionnelle fédérale.

Déclin

Jusqu'à la fin des années 1950, les petits partis à la droite du système partisan d'Allemagne fédérale ne rencontrèrent en définitive qu'un écho de plus en plus faible au sein de la population. La recherche distingue notamment quatre raisons à cela. 1) L'orientation interconfessionnelle et la dimension de « parti populaire » (*Volkspartei*) de la CDU-CSU facilitait l'intégration d'anciens électeurs des petits partis. 2) Avec la croissance économique et le recul du chômage, alors que la situation économique et sociale s'améliorait et que les réfugiés étaient intégrés, les petits partis de droite perdaient leur base électorale. 3) A cela s'ajoutait que la barrière institutionnelle pour l'entrée au Bundestag des petits partis avait été relevée. Alors qu'au début il suffisait d'avoir obtenu 5 % des voix dans un Land, à partir de 1953 le « coût » de la protestation nationaliste de droite avait augmenté du fait de la règle qui assujettissait l'entrée au Bundestag à l'obtention d'au moins 5 % des voix sur l'ensemble du territoire fédéral, ou à celle de trois mandats directs. 4) Sous la République de Weimar, les partis démocratiques toléraient les partis extrémistes et populistes de droite. Les partis démocratiques de la RFA en avaient tiré une leçon importante. Ils étaient d'accord pour limiter l'expansion des partis extrémistes et pour les combattre ensemble [10]. Ce consensus fondamental – et qui s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui – au sein de l'élite politique et sociale fit barrage à l'expansion des partis d'extrême droite et contribua de manière tout à fait essentielle à la stabilité du système politique de la République fédérale.

L'Ascension et le Déclin du NPD

Le déclin des partis d'extrême droite rivaux incita finalement des représentants du DRP à rassembler les organisations nationales-allemandes et d'extrême droite au sein du Parti national-démocratique d'Allemagne (NPD). Comme des politiciens du Deutsche Partei (DP) et de l'aile droite du BHE se laissèrent convaincre, le NPD acquit également un pouvoir d'attraction pour les segments nationaux-conservateurs de la population. En la personne de Friedrich Thielen, transfuge de la CDU, un député du DP fut élu au Bundestag. Mais, en réalité, la ligne du parti était définie par d'anciens politiciens du DRP. De fait, à la suite de

10. Uwe Backes et Eckhard Jesse, *Politischer Extremismus in der Bundesrepublik Deutschland*, 3e éd. corr., Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1993.

violentes querelles internes, d'anciens hommes forts du Deutsche Reichspartei – tel Adolf von Thadden, élu au Bundestag à la place de Thielen – assumaient désormais ouvertement la direction du parti. Si, pour parer à l'éventualité d'une interdiction, le NPD faisait allégeance, dans son programme et pour des raisons tactiques, à l'ordre démocratique fondamental, en revanche sa propagande et les déclarations de ses hommes politiques trahissaient son caractère extrémiste [11].

Fin 1966, avec 7,9 % des voix aux législatives de Hesse, le NPD réussit pour la première fois à faire son entrée dans un parlement régional. En République fédérale comme à l'étranger, ce succès électoral d'un parti d'extrême droite fut accueilli avec stupeur. Au cours des deux années suivantes, il réussit à entrer dans six autres parlements régionaux : en Bavière avec 7,4 % des voix, en Rhénanie-Palatinat avec 6,9 %, dans le Schleswig-Holstein avec 5,8 %, en Basse-Saxe avec 7 % et à Brême avec 8,8 %. Enfin, il enregistra son succès le plus retentissant dans le Bade-Wurtemberg où il remporta 9,8 % des suffrages. Ainsi, non seulement il était victorieux dans les anciens bastions du SRP, en Allemagne du Nord, mais il s'assurait également de nouvelles zones d'influence dans des régions d'Allemagne du Sud. Certains de ces bastions étaient des régions plutôt agricoles avec un fort pourcentage de protestants – par exemple en Hesse du Nord et en Franconie –, dans lesquelles le NSDAP avait été influent dans l'entre-deux-guerres. Alors que Klaus Liepelt [12] et John David Nagle [13] affirment que le NPD a remporté des victoires surtout dans les régions où les nationaux-socialistes avaient jadis recueilli plus de voix qu'ailleurs, Heinz Sahner [14] montre à propos du Schleswig-Holstein que les rapports entre les succès électoraux du NPD en 1967 et les scores du NSDAP à la fin de la République de Weimar sont négligeables.

Base sociale

Les électeurs âgés de 45 à 60 ans – cette classe d'âge avait connu sa première socialisation politique sous la République de Weimar ou le IIIe Reich – étaient particulièrement enclins à voter en faveur du NPD. Environ 70 % de l'électorat de ce parti était masculin, et les exploitants

11. Cf. Peter Dudek et Hans-Gerd Jaschke, *op. cit.*

12. Klaus Liepelt, « Anhänger der neuen Rechtspartei. Ein Beitrag zur Diskussion über das Wählerreservoir der NPD », *Politische Vierteljahresschrift*, n° 8, 1967, p. 237-271.

13. John David Nagle, *The National Democratic Party. Right Radicalism in the Federal Republic of Germany*, Berkeley, University of California Press, 1970.

14. Heinz Sahner, *Politische Tradition, Sozialstruktur und Parteiensystem in Schleswig-Holstein*, Meisenheim am Glan, Hain, 1971.

agricoles et les petits artisans, ainsi que les commerçants de détail, étaient surreprésentés. Par ailleurs, le NPD réussissait des percées considérables dans le monde ouvrier, qui se montrait, dans la plupart des enquêtes d'opinion de l'époque, souvent plus sensible à son idéologie que les employés ou les fonctionnaires, par exemple [15].

Conditions de succès

La recherche a mis en avant cinq raisons majeures pour rendre compte de l'ascension du NPD. 1) Vers le milieu des années 1960, une crise économique relativement limitée, mais ressentie comme menaçante, ébranla la fierté nationale fraîchement reconquise des Allemands et aurait poussé au vote protestataire. 2) Avec la constitution, en 1966, de la Grande Coalition, la position des partis de l'« Union » se déplaça, dans la perception des citoyens, vers la gauche. Ce « repositionnement » de la CDU-CSU accrut la distance entre une partie des citoyens et l'union chrétienne-démocrate, diminuant ainsi le « coût » du vote NPD. 3) A travers des manifestations et autres actions d'éclat de l'opposition de gauche extraparlementaire, des ressentiments latents furent réactualisés. Le NPD pouvait se présenter, dans la perception d'une frange de l'électorat, comme le gardien de vertus anciennes telles que « l'ordre et la tranquillité ». 4) De même qu'au début des années 1950, les succès du NPD se nourrissaient alors d'un imbroglio nationaliste spécifique et lié au passé. Dans les premières années qui suivirent l'effondrement du IIIe Reich, exprimer publiquement des opinions nationalistes extrémistes était très mal vu. Mais, depuis le début des années 1960, des représentants de tous les partis mettaient de nouveau l'accent sur des questions nationales, si bien que le tabou semblait enfin levé. Puisqu'on pouvait à nouveau se déclarer ouvertement nationaliste sans être aussitôt stigmatisé du nom de national-socialiste, certaines idées du NPD pouvaient être considérées comme plutôt légitimes. 5) Enfin, des chercheurs en sciences sociales tentèrent d'expliquer les succès du NPD à l'aide d'une théorie générale du changement social. Selon eux, les sociétés modernes se trouvent prises dans un processus de transformation permanente, qui exige du monde du travail des adaptations continuelles ; mais ces adaptations ne sont pas à la portée de chacun. Les « laissés-pour-compte de la modernisation économique » que ce phénomène produit tendraient

15. Cf. Klaus Liepelt, *loc. cit.* ; Hans Dieter Klingemann, « Politische und soziale Bedingungen der Wählerbewegungen zur NPD », *Sozialwissenschaftliches Jahrbuch für Politik*, n° 2, 1971, p. 563-601 ; et Jürgen R. Winkler, *loc. cit.*

à développer des comportements de défense à l'encontre de ce changement et à se construire une structure de la personnalité qui, dans certaines conditions, se traduirait par le vote en faveur de partis extrémistes [16].

Déclin

Avec seulement 4,3 % des voix aux élections du Bundestag de 1969, le NPD manqua de peu le seuil des 5 %. Puis ce fut le début d'une rapide dégringolade. A aucune des législatives suivantes, que ce fût à l'échelon régional ou national, il n'obtint de résultat notable : le nombre de ses adhérents chuta alors de près de 20 000 à la fin des années 1960 à environ 8 000 en 1979. Actuellement, il avoisine les 6 000.

L'Extrême Droite Aujourd'hui

Le déclin du NPD s'accompagna d'une scission des partis d'extrême droite. Au début des années 1970 se forma la Deutsche Volksunion (DVU, au départ une simple association), qui lutta jusqu'au milieu des années 1980 avec le NPD pour obtenir la suprématie à l'extrême droite de l'échiquier politique. Mais d'abord, le parti des Republikaner (REP), apparu en 1983, réussit à se faire une place aux élections, inaugurant ainsi la troisième phase des succès électoraux d'extrême droite. Les REP avaient été fondés principalement par d'anciens hommes forts de la CSU : aucun activiste d'extrême droite n'y était alors partie prenante.

Idéologie

A l'instar du NPD, les deux partis d'extrême droite actuellement les plus importants ne sont pas des partis à programme mais à idéologie ou « vision du monde » (*Weltanschauung*). Les thèmes favoris des REP et de la DVU sont le nationalisme, les étrangers et les demandeurs d'asile, ainsi que la criminalité et la sécurité intérieure. Par ailleurs, le révisionnisme joue un rôle certain. Tous les partis d'extrême droite actuels se réfèrent aux prétendus aspects positifs du national-socialisme. Ils tendent à minimiser les crimes du IIIe Reich et nient la responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. De plus, les dirigeants et les adhérents des partis d'extrême droite croient au bon vieux temps, à la supériorité ethnique des Allemands et à un État autoritaire fort, seul capable, selon eux, de ramener l'ordre et la tran-

16. Cf. Erwin K. Scheuch et Hans Dieter Klingemann, *loc. cit.*

quillité. Pour eux, l'Allemagne doit redevenir plus nationale, plus fière de son identité, et renouveler ses vertus originelles. Leurs premiers adversaires ne sont pas les partis établis mais le libéralisme et l'universalisme, la civilisation occidentale considérée comme décadente, de même que les étrangers, les demandeurs d'asile et autres groupes minoritaires.

Étrangers

Depuis la fin des années 1980, les mouvements de migration ont à nouveau fait de la thématique des étrangers une question brûlante. Les tenants des partis d'extrême droite se sentent culturellement frustrés. Plus encore que le NPD dans les années 1960, les partis d'extrême droite actuels s'approprient ces sentiments de frustration ressentis par bon nombre de citoyens allemands. Dès lors, ils s'emparent des préjugés répandus dans la population – par exemple, que les étrangers vivent aux dépens des Allemands et mettent en danger leurs emplois. Si le NPD plaçait des arguments racistes de type *völkisch*, et autres théories du complot, au centre de son discours, les REP et la DVU insistent davantage sur la recrudescence des problèmes sociaux et de la criminalité par les étrangers. En associant cette dernière aux morts par overdose, aux bagarres et au chômage, ils attisent la peur de l'envahissement, de l'insécurité économique et de l'agitation sociale. Au début des années 1990, Franz Schönhuber, en particulier, leader des REP, a régulièrement pris position dans le débat sur le droit d'asile. Comme le montrent les sondages généraux, c'est autour de ce thème de l'immigration que se départagent le plus nettement les électeurs des partis d'extrême droite et ceux des partis établis.

Succès électoraux

La percée des REP eut lieu lors des élections à la Chambre des députés de Berlin, en janvier 1989, quand, pour la première fois dans un Land, ils franchirent avec 7,5 % des voix la barrière des 5 %. Ici commence la troisième phase des succès électoraux d'extrême droite en République fédérale. Le bon résultat des REP fut confirmé un peu plus tard, lors des élections européennes, par leur score de 7,1 %. Ils obtinrent même alors 14,6 % des voix en Bavière et, dans le Bade-Wurtemberg, 8,7 %. Profitant d'un climat relativement favorable aux partis de droite, le NPD fit son retour, la même année, dans quelques parlements communaux de Hesse. A Francfort, il réalisa, avec 6,5 % des voix, un résultat inespérément bon. Mais cette ascension surprenante des partis d'extrême droite fut bientôt suivie de résultats si mauvais que de nombreux observateurs

s'empressèrent de pronostiquer leur fin [17]. Le faible soutien apporté aux Republikaner fut unanimement imputé aux événements particuliers liés à l'unification allemande. Étant donné que le thème des étrangers et des demandeurs d'asile avait été relégué au second plan par celui de l'« unité allemande », ce parti n'aurait plus été perçu comme une « alternative » politique. En outre, on a avancé des querelles internes aux REP comme éléments d'explication [18]. Les élections de 1990 montrèrent, par ailleurs, que les partis d'extrême droite bénéficiaient d'un écho singulièrement plus important dans les anciens Länder que dans les nouveaux. Tous ceux qui avaient annoncé le déclin des REP furent pour le moins surpris de constater, au cours des années qui suivirent, que les partis d'extrême droite parvenaient régulièrement à obtenir des résultats considérables aux élections locales et régionales. Ainsi, même la DVU, qui n'avait jusqu'alors jamais enregistré de succès électoral, réussit, avec 6,2 % des voix, à faire son entrée au parlement de la ville hanséatique de Brême, un résultat qu'elle parvint à confirmer l'année suivante grâce à son entrée au parlement régional du Schleswig-Holstein. Peu de temps après, les REP réalisèrent dans le Bade-Wurtemberg 10,9 % des voix [19]. Alors qu'au milieu des années 1990 les partis d'extrême droite avaient reperdu beaucoup de terrain, l'opinion publique fédérale allemande fut choquée, en avril 1998, de voir la DVU atteindre, avec 12,9 % des voix, le meilleur résultat jamais obtenu par un parti d'extrême droite à une élection régionale en République fédérale d'Allemagne. Ainsi, pour la première fois, un parti d'extrême droite faisait son entrée dans le parlement régional d'un nouveau Land.

Base sociale

Les électeurs des partis d'extrême droite se recrutent principalement parmi d'anciens électeurs de la CDU-CSU et – dans une moindre mesure – du SPD, ainsi que parmi d'anciens abstentionnistes [20]. Étant donné qu'aucune fraction notable des électeurs inscrits ne peut être identifiée à un parti d'extrême droite, et que les fluctuations de cet électorat, entre deux scrutins, sont très importantes, l'extrême droite

17. Par exemple, Dieter Roth, « Die Republikaner. Schneller Aufstieg und tiefer Fall einer Protestpartei am rechten Rand », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, vol. 37-38, 1990, p. 27-39.

18. Hans-Gerd Jaschke, *Die « Republikaner ». Profile einer Rechtsaußen-Partei*, Bonn, Dietz, 1993.

19. Jürgen W. Falter, en collaboration avec Markus Klein, *Wer wählt rechts ? Die Wähler und Anhänger rechtsextremistischer Parteien im vereinigten Deutschland*, Munich, Beck, 1994.

20. Jürgen W. Falter, *Wer wählt rechts ?*, *op. cit.* ; Jürgen R. Winkler, *loc. cit.*

actuelle ne dispose que d'une très petite proportion d'électeurs fidèles. Par ailleurs, il s'est avéré qu'en règle générale deux voire trois fois plus d'hommes que de femmes se décidaient en faveur d'un parti d'extrême droite[21]. Si donc le comportement électoral spécifique d'un sexe ne diffère presque pas de celui observé au cours des deux premières phases, on constate en revanche que l'extrême droite actuelle recrute plus d'électeurs parmi les cohortes plus jeunes, même si les personnes plus âgées, du fait de la pyramide des âges, continuent de représenter la majorité de leurs électeurs. C'est avec une grande inquiétude que l'opinion publique a pris connaissance du fait que, lors des élections de 1998 au parlement régional de Saxe-Anhalt, près d'un jeune électeur masculin sur trois avait accordé son suffrage à l'extrémiste DVU. Par rapport aux deux premières phases, l'extrême droite actuelle enregistre un soutien singulièrement plus important parmi les ouvriers, électeurs inscrits disposant d'un niveau d'éducation formelle et d'un revenu inférieurs[22]. Plus le niveau d'éducation, plus la situation professionnelle et le statut social d'un électeur sont élevés, moins grande est, actuellement, la probabilité que ce dernier apporte son soutien à un parti d'extrême droite.

Conditions de réussite

On peut se demander pourquoi, lors de certaines élections des années 1990, ces partis ont été soutenus par un nombre de voix relativement élevé et pourquoi une proportion considérable de membres des couches inférieures ont appuyé ce genre de partis, leur accordant ainsi un succès électoral. Au début, il était tentant d'imputer les premiers succès des REP à des phénomènes de crise tels que l'extension du chômage et la stagnation économique en République fédérale. Depuis la fin des années 1980, la recherche politique empirique a attiré l'attention sur le fait qu'un nombre croissant de citoyens se distanciaient des partis et des institutions politiques en place et qu'ils étaient mécontents de certaines formes d'affrontement que prenait le jeu politique, et des politiciens en place, en tant qu'acteurs de ce jeu. La désaffection accrue vis-à-vis des hommes politiques a eu pour effet d'affaiblir les attaches privilégiées à un parti, à telle enseigne que les petits partis ont vu leurs chances

21. Dieter Roth, *loc. cit.* ; Jürgen W. Falter, *Wer wählt rechts ?*, *op. cit.*

22. Jürgen W. Falter, *Wer wählt rechts ?*, *op. cit.* ; Markus Klein et Jürgen W. Falter, « Die dritte Welle rechtsextremer Wahlerfolge in der Bundesrepublik Deutschland », in Jürgen W. Falter, Hans-Gerd Jaschke et Jürgen R. Winkler (éd.), *Rechtsextremismus. Stand und Perspektiven der Forschung*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1996, p. 288-312.

augmenter, en temps de crise, de recruter des voix, évolution favorisée, en outre, par l'érosion du milieu sociomoral traditionnel. Le fait que des membres des couches inférieures aient été les premiers à développer un sentiment de mécontentement à l'égard des partis et que, par ailleurs, ils soient les plus touchés par la crise économique explique qu'ils aient été plus enclins au vote d'extrême droite que la moyenne de la population. Si, en outre, on admet le principe d'une vaste mutation sociale de la société industrielle, avec les problèmes sociaux et économiques qui en découlent – et par lesquels les inégalités sociales entre les couches inférieures et moyennes tendent tellement à s'accentuer que les citoyens actifs dans des branches tournées vers l'avenir connaissent une relative amélioration de leur situation économique et sociale, tandis que, par comparaison, les citoyens actifs dans des branches moins tournées vers l'avenir se sentent lésés –, et si l'on admet encore, avec Scheuch et Klingemann[23], que, dans les sociétés industrielles qui se transforment rapidement, un sentiment croissant de désorientation se fait jour, alors on ne peut que constater que les chances des partis d'extrême droite en République fédérale, mais aussi dans d'autres pays européens connaissant la même évolution, n'ont jamais été aussi favorables qu'aujourd'hui. Ce sont surtout les personnes ayant moins de qualification professionnelle et de revenus, et difficilement en mesure de s'adapter aux exigences liées à la modernisation, qui tendent à rechercher des « boucs émissaires », les étrangers par exemple, à rendre ceux-ci responsables de leur propre misère et à donner leur voix à des partis d'extrême droite.

Selon cette argumentation, le vote en faveur des partis d'extrême droite peut être interprété comme une protestation contre les hommes et les institutions politiquement responsables. Étant donné qu'actuellement une part importante de la population est mécontente des hommes politiques, la question se pose de savoir pourquoi les REP et la DVU ne recueillent pas une audience plus large que ce n'est effectivement le cas. L'interprétation des REP et de la DVU comme partis des laissés-pour-compte de la modernisation, qui se désintéressent de la politique, omet le fait que les électeurs des partis d'extrême droite ont, plus que la moyenne, des positions antidémocratiques, xénophobes, antisémites et nationalistes très marquées[24]. Par conséquent, la majorité de ceux qui soutiennent un parti d'extrême droite peuvent tout à fait

23. Erwin K. Scheuch et Hans Dieter Klingemann, *loc. cit.*
24. Jürgen W. Falter, *Wer wählt rechts ?*, *op. cit.* ; Markus Klein et Jürgen W. Falter, *loc. cit.*

être qualifiés, compte tenu de leurs convictions, de nationaux-allemands ou d'extrémistes de droite. Toujours est-il que, comme le montrent les études les plus récentes, de telles positions ne suffisent pas pour déclencher un vote en faveur d'un parti d'extrême droite. Il y faut certaines conditions. L'une d'entre elles est le mécontentement vis-à-vis des acteurs en place de la politique, mais le climat culturel et le comportement des élites face aux partis d'extrême droite [25] sont également déterminants. Il serait donc plus juste de définir les électeurs des REP et de la DVU comme des électeurs protestataires d'extrême droite [26].

Conclusion : les Chances d'Avenir des Partis d'Extrême Droite

56 Après les succès éphémères du SRP, au début des années 1950, et ceux du NPD dans la seconde moitié des années 1960, la troisième phase des succès d'extrême droite s'étend tout au long des années 1990. Bien que, dans certains Länder, les REP et la DVU aient gagné un nombre considérable d'électeurs, ils n'ont pas davantage réussi que le NPD à effectuer de percée véritablement importante. Sur un plan historique et international, notamment, la République fédérale d'Allemagne n'a jamais été jusqu'à présent, dans les périodes électorales, un terreau particulièrement propice aux partis d'extrême droite. Mais, compte tenu de l'histoire récente de l'Allemagne, une vigilance accrue, à chaque réveil de l'extrême droite, ne s'en impose pas moins. Toutefois, on peut s'interroger sur les chances d'avenir des partis d'extrême droite. Dans une perspective méthodologique, la réponse dépendra des représentations théoriques que l'on se fait de l'ascension et du déclin de ces partis [27].

Si l'on se fonde sur la théorie de la modernisation ou sur celle d'un conflit structurel en transformation permanente, alors on considérera que les succès électoraux des partis d'extrême droite vont devenir une norme quotidienne [28]. L'idée selon laquelle à l'avenir les conflits

---

25. Jürgen R. Winkler, « Bausteine einer allgemeinen Theorie des Rechtsextremismus. Zur Stellung und Integration von Persönlichkeits- und Umweltfaktoren », *in* Jürgen W. Falter, Hans-Gerd Jaschke, et Jürgen R. Winkler (éd.), *Rechtsextremismus. Ergebnisse und Perspektiven der Forschung*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1996, p. 25-48.

26. Jürgen W. Falter, *Wer wählt rechts ?*, *op. cit.* ; Markus Klein et Jürgen W. Falter, *loc. cit.*

27. Jürgen R. Winkler, « Bausteine einer allgemeinen Theorie des Rechtsextremismus… », *loc. cit.*

28. Hans-Gerd Jaschke, *op. cit.*, Herbert Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*, Ann Arbor, University of Ann Arbor Press, 1995.

ethniques vont, par leur effet polarisant, marquer le comportement politique de même que la définition de l'extrême droite comme mouvement d'opposition aux partis verts postmodernes en train de s'établir impliquent un ancrage durable de l'extrême droite dans le système partisan allemand. La thèse selon laquelle les partis d'extrême droite actuels représenteraient plus de danger pour la démocratie libérale que ceux des deux premières vagues, peut, entre autres, s'étayer par le changement du comportement électoral des jeunes. Dans les tendances politiques des générations montantes, on peut apercevoir, jusqu'à un certain point, les jalons d'un changement politique à venir. Il est donc essentiel de rechercher : 1) pourquoi les jeunes électeurs se tournent à nouveau plus fréquemment vers des partis d'extrême droite ; et 2) si se créent, chez eux, des attaches émotionnelles, par exemple avec les Republikaner. Plus ce type d'attaches se développera, plus il sera difficile, même dans un contexte socio-économique favorable, de les réintégrer dans le champ des partis démocratiques. Si donc les jeunes devaient développer de telles attaches avec des partis d'extrême droite, on pourrait s'attendre à ce que, par le simple remplacement d'une génération par la nouvelle, les partis d'extrême droite croissent de manière quasi naturelle. Si l'on voit dans les succès des REP et de la DVU une réaction à ceux des partis et des mouvements verts, et si l'on défend la thèse de l'apparition d'un nouveau conflit durable – options autoritaires de droite contre libertaires de gauche – dont le pôle autoritaire serait occupé par des partis d'extrême droite, alors il découle logiquement de la théorie du clivage que les partis d'extrême droite ne s'ancreront pas durablement dans le système politique de la seule République fédérale d'Allemagne. Mais un des problèmes posés aussi bien par la thèse de la modernisation que par celle de l'ethnicisation et de la réaction, c'est de ne pas pouvoir expliquer les fortes fluctuations des partis d'extrême droite dans les années 1990. Si la thèse de l'ethnicisation part explicitement du principe du prolongement de la question des étrangers et de la multiplication des positions xénophobes au sein de la société, la thèse de la réaction, elle, affirme purement et simplement la multiplication des querelles politiques sur fond d'autoritarisme de droite.

A l'inverse, si l'on considère le vote en faveur des partis d'extrême droite en premier lieu comme une protestation sociale et politique des citoyens mécontents, alors on ne verra dans les succès électoraux des Republikaner et de la DVU que des phénomènes passagers. Selon cette thèse, les électeurs des partis d'extrême droite auraient voulu signaler leur colère aux politiciens en place et, par là, les inciter à changer de cap

sur certaines questions de politique. Elle implique que les électeurs votent à court terme à l'encontre de leurs propres convictions idéologiques et de leurs propres préférences partisanes, afin d'obtenir à moyen terme, de la part des partis établis, des changements qui rendraient ces derniers à nouveau dignes de leur suffrage. Le développement des partis d'extrême droite serait donc fortement dépendant d'un contexte économique, social et politique évoluant à court ou à moyen terme. L'expérience a effectivement montré que, dans le passé, les partis d'extrême droite ont pu, à plusieurs reprises, rallier des segments de l'électorat parfois considérables, mais que les partis démocratiques établis ont souvent réussi, en un temps relativement limité, à réabsorber les électeurs précédemment recrutés par les partis d'extrême droite. A terme, on devrait donc s'attendre à voir ces électeurs retourner vers les partis établis, dès

qu'ils percevront, de la part des deux partis populaires, une réaction jugée par eux positive aux problèmes qu'ils auront formulés. Contrairement à la première thèse, cette représentation implique que les électeurs des partis d'extrême droite ne développent pas d'attaches privilégiées à ceux-ci. Devant l'ampleur du mécontentement vis-à-vis des hommes politiques, le problème de la thèse de la protestation est qu'elle ne peut expliquer pourquoi l'immense majorité des citoyens mécontents n'apporte pas son soutien à des partis d'extrême droite.

Si l'on admet enfin que les tenants des partis d'extrême droite sont des électeurs idéologiquement convaincus, c'est-à-dire des personnes ayant des opinions d'extrême droite, autoritaires ou xénophobes, dont le vote est guidé par des motifs idéologiques, alors les chances d'avenir des partis d'extrême droite en République fédérale dépendent avant tout de la diffusion de telles opinions. S'il est vrai que les générations montantes en cours de socialisation politique développent à nouveau plus souvent ce type de convictions, alors les chances d'avenir des partis d'extrême droite augmentent. En ce qui concerne le développement passé de la République fédérale, la recherche en sciences sociales a montré que les dispositions comportementales favorisant les partis d'extrême droite avaient considérablement reculé [29]. Sans doute les personnes ayant des convictions d'extrême droite sont-elles actuellement plus souvent enclines au vote en faveur des Republikaner et de la DVU,

29. Jürgen R. Winkler, « Jugend und Rechtsextremismus in der Bundesrepublik Deutschland », *in* Siegfried Schumann und Jürgen R. Winkler (éd.), *Jugend, Politik und Rechtsextremismus in Rheinland-Pfalz. Ergebnisse eines empirischen Modellprojekts*, Francfort-sur-le-Main/New York, Peter Lang, 1997, p. 13-62.

mais l'existence de ces convictions ne peut expliquer à elle seule le vote d'extrême droite[30]. Actuellement, les opinions d'extrême droite ne conduisent au vote d'extrême droite que lorsqu'elles se conjuguent à un mécontentement politique et encore, seulement dans certaines conditions, telles qu'un ordre du jour politique qui les y incite et le comportement de l'élite politique et sociale.

L'établissement d'un parti d'extrême droite dans la société dépend du fait de savoir si, outre de nouveaux membres et de nouveaux électeurs, il réussit à trouver un appui au sein de l'élite politique et sociale. Contrairement à ce qui s'est passé dans les années 1920, globalement, les membres de l'élite de la République fédérale ne se sont pas rapprochés des partis d'extrême droite. Bien qu'à l'échelon régional ou communal un petit nombre de parlementaires issus des partis établis aient rejoint certains partis nationaux-conservateurs ou d'extrême droite, cela n'a rien changé à cet état de choses. Les partis d'extrême droite n'ont pas non plus réussi à trouver d'écho notable au sein de l'élite économique et artistique, contrairement à ce qui s'est passé sous la République de Weimar. L'attitude de rejet de l'élite politique, économique, militaire et artistique constitue, en République fédérale, un rempart essentiel contre l'extrême droite. Étant donné qu'après 1945 aucune fraction notable des élites ne s'est rapprochée des partis d'extrême droite, le populisme de droite n'a engendré dans l'après-guerre aucun véritable chef charismatique. Seul von Thadden a été quelques années, au NPD – comme Schönhuber chez les Republikaner –, une autorité reconnue à l'extrême droite de l'échiquier politique. Mais eux non plus n'ont pas réussi à emporter l'assentiment d'une majorité de la population.

Pour l'extrême droite organisée, le bilan électoral de ces cinquante dernières années va de l'échec complet à la quasi-entrée au Bundestag. Pourtant, les enquêtes ne font apparaître aucune ascension ou régression correspondante des opinions. Comme presque toutes les sociétés qui se transforment rapidement, l'Allemagne réunifiée possède elle aussi un résidu – à l'Ouest presque constant depuis les années 1960 – d'opinions d'extrême droite. Entre 5 % et 15 % des électeurs allemands inscrits ont une vision du monde – vague jusqu'à relativement organisée – marquée à l'extrême droite. Mais, comparé au reste de l'Europe, cela n'a rien de singulier. De fait, la République fédérale se trouve, avec cette proportion, plutôt dans la moyenne européenne.

30. Jürgen W. Falter, *Wer wählt rechts ?*, *op. cit.* ; Markus Klein et Jürgen W. Falter, *loc. cit.*

La démocratie allemande n'encourt actuellement, du fait de l'extrême droite – les chercheurs sont d'accord sur ce point –, aucun danger sérieux. La protestation politique qui existe indubitablement en Allemagne orientale, et qui a fortement augmenté ces dernières années, est canalisée principalement par le vote en faveur du PDS (néocommuniste). Jusqu'à présent, les Republikaner n'ont eu à l'Est que des chances très réduites. Seule la DVU a pu enregistrer au printemps 1998, en Saxe-Anhalt, un succès électoral régional qui, toutefois, pourrait se reproduire à l'automne aux élections de Mecklembourg-Poméranie occidentale. Les milieux de l'extrême droite violente et des néonazis sont également extrêmement limités en Allemagne, tous deux ne comptant – sur une population de 80 millions de personnes – que quelques milliers d'activistes prêts à la violence.

A la lumière des sondages, la démocratie allemande apparaît donc stable. Elle a prouvé qu'elle était capable de traverser des crises même durables sans secousses majeures et ses élites ont des positions clairement démocratiques et favorables à l'État de droit. Dans cette mesure, il ne faut pas s'attendre, fût-ce dans un avenir proche, à des succès plus importants de l'extrême droite et encore moins à un réveil du nazisme. L'introduction de l'euro et l'abandon du mark qui lui est associé ne devraient pas y changer grand-chose.

RÉSUMÉ

Jusqu'à présent trois vagues de – relatifs – succès électoraux de l'extrême droite ont pu être observées en République fédérale d'Allemagne. Au début des années 1950, le Sozialistische Reichspartei, interdit dès 1952 par la Cour constitutionnelle fédérale, enregistra des succès locaux. Du milieu jusqu'à la fin des années 1960, ce fut le tour du NPD puis, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, celui des Republikaner. Au cours de ces trois phases propices à l'extrême droite, une répartition relativement constante des opinions favorables à ces partis (environ 5 % des Allemands ont de solides convictions marquées à l'extrême droite et 10 à 12 % d'entre eux des idées extrémistes plutôt vagues) allait de pair avec un fort mécontentement. Comparativement au reste de l'Europe, l'Allemagne occupe, pour ce qui est des succès de l'extrême droite aux élections nationales, une place située dans le tiers inférieur, tandis qu'en matière d'opinions favorables à l'extrême droite elle se trouve dans la moyenne européenne.